



Les réformes au Brésil, un an après l'élection de Jair Bolsonaro

2 décembre 2019

Intervenants :

S.E. M. Luis Fernando SERRA, Ambassadeur du Brésil en France

Marcelo CARVALHO, Head of Global Emerging Markets Research, Markets 360, BNP Paribas

Maxime RABILLOUD, General Counsel, TOTAL E&P

Jean VEILLON, Président du Conseil de Surveillance de EFESO CONSULTING

Alfredo VALLADAO, Professeur à Sciences Po Paris

Modératrice : **Geneviève des RIVIÈRES**, ancien ambassadeur du Canada au Pérou, en Bolivie, en Colombie et en Algérie

Les cinq intervenants qui ont participé à cette table ronde du 2 décembre 2019 étaient unanimes: l'économie brésilienne va mieux. Nous assistons à une transformation et à un changement de cap pour le pays. Avec une croissance de plus de 2% prévue pour 2020, une inflation sous contrôle pour la première fois depuis longtemps, des taux d'intérêt à un niveau bas, l'optimisme règne au Brésil, un pays qui pourrait s'ouvrir considérablement sur l'extérieur au niveau commercial et moderniser son infrastructure au cours des prochaines années suite à de nombreuses privatisations et à l'apport de capital étranger.

Les réformes promises par le nouveau Président Jair Bolsonaro élu il y a un an ont déjà commencé. La première et la plus importante de ces réformes, celle des retraites a été votée par le Congrès en octobre 2019, ce qui est une victoire en soi. Elle n'est pas aussi ambitieuse que prévue (le système par répartition demeure et exclue la capitalisation), mais elle permettra d'assainir une partie des dépenses publiques. La moitié de toutes les dépenses publiques du gouvernement fédéral servent présentement à financer les retraites. La réforme récemment adoptée permet d'assurer la survie du régime de retraite pour les futures générations.

Plusieurs autres réformes annoncées seront nécessaires. Ceci inclue des réformes fiscales de même que la simplification des procédures administratives appliquées au secteur privé, ce qui devrait favoriser la confiance des investisseurs étrangers. Un impôt unique sur les biens et services remplacera trois taxes fédérales.

Un vaste programme de privatisation de 17 entreprises étatiques a commencé, permettant leur capitalisation et leur modernisation .

Jair Bolsonaro s'était engagé durant sa campagne électorale à mettre fin à une culture de "privileges", ce qui lui a permis d'obtenir l'appui des brésiliens pour aller de l'avant avec un vaste programme de réformes.

Le climat des affaires doit être amélioré et pour ce faire plusieurs autres réformes sont nécessaires, incluant la réduction de l'impôt pour les sociétés et la simplification des procédures administratives. Jusqu'à maintenant pour survivre une entreprise étrangère devait s'accompagner d'avocats et d'autres experts pour faire face à la complexité des lois et des règles auxquelles elles étaient assujetties. La majorité des sociétés françaises sont établies au Brésil depuis des décennies et pour la plupart elles produisent essentiellement pour le marché national. Pour attirer de nouveaux investissements étrangers, il est essentiel que les réformes reliées à l'industrie se poursuivent. Il faut aussi que les sociétés étrangères établies depuis longtemps au Brésil acceptent la concurrence extérieure. Ceci s'applique pour l'industrie automobile qui pendant longtemps a exercé son influence sur les gouvernements brésiliens successifs pour que leurs acquis soient protégés, ce qui d'une certaine manière a empêché le Brésil d'ouvrir ses frontières à la concurrence étrangère.

Le gouvernement Bolsonaro semble vouloir réduire les subsides versés à l'industrie locale afin que le Brésil ne soit plus considéré comme un marché protégé.

Dans le cadre du programme de privatisations, Petrobras pas exemple a déjà vendu certaines de ses infrastructures lesquelles, faute d'investissements publics, n'étaient plus rentables. Ceci engendre un désendettement tout en permettant grâce à l'apport de capitaux étrangers une modernisation des opérations gazières et une réduction des coûts d'opération pour Petrobras.

Le gouvernement est en train d'assouplir les conditions de ses appels d'offre pour limiter les obstacles à l'investissement étranger, ce qui a amené à un apport important de capital au cours de la dernière année.

Le Gouvernement a donc réussi à entreprendre un nombre important de réformes en dépit du fait que le Congrès au Brésil renferme 30 partis politiques et que le parti du Président Bolsonaro n'ait que 11% des sièges. (Le Parti de Travailleurs ne détient aussi que 11% de sièges). Pour chaque réforme envisagée, le Président Bolsonaro doit consolider des appuis auprès de nombreux partis d'opposition.

Pour la première fois une nouvelle classe politique semble émerger parmi les jeunes députés d'opposition. Ces députés ne votent pas pour leurs intérêts personnels mais plutôt pour faire avancer le pays à travers des réformes jusqu'à récemment impensables.

Les investisseurs étrangers au Brésil accueillent favorablement le fait qu'il y ait considérablement moins d'ingérence dans les nominations à des postes publics .

Les programmes sociaux mis sur place par l'ancien Président Lula ont été maintenus et selon l'Ambassadeur Serra ils ont été améliorés.

On a noté que le gouvernement Bolsonaro a mis fin à l'achat d'espace de publicité dans la presse brésilienne par des sociétés d'État qui pour la plupart occupaient des positions de monopoles. Ces coupures dans les revenus de publicité de journaux brésiliens ont été mal reçues et fortement critiquées par les médias concernés , ce qui pourrait être l'une des raisons qui explique pourquoi la presse est très négative vis-à-vis les réformes amorcées par le Président Bolsonaro depuis son arrivée au pouvoir.

Au niveau de la lutte contre la criminalité, les chiffres officiels indiqueraient que le nombre d'homicides aurait baissé de 20% et les saisies de drogues dans les ports auraient augmenté de 55%, ce qui indiquerait une volonté politique de la part du Gouvernement Bolsonaro de démanteler les réseaux mafieux lesquels étaient par le passé tolérés par les gouvernements précédents au niveau national et au niveau des Gouverneurs de certains états.

Une réforme profonde de la sécurité intérieure au Brésil est nécessaire, incluant celle des forces policières. Il faut aussi changer la mentalité des brésiliens qui se sont habitués à la violence et à l'absence de sécurité qui affecte leur quotidien.

En ce qui concerne la lutte contre la corruption, le scandale "Lava Jato" a profondément marqué les esprits au Brésil et démontré que l'État de droit existe et que les corrompus ne sont pas à l'abri de la justice. Contrairement à des scandales tout aussi énormes ailleurs, les institutions au Brésil ont fonctionné et étaient suffisamment solides pour dénoncer l'impunité et inculper de grands capitaines de l'industrie. Les partis de gauche tout comme de droite n'ont pas été épargnés.

Ces faits marquants dans l'histoire du Brésil ont eu un impact fort positif sur les investisseurs étrangers.

La résistance persiste et plusieurs éléments travaillent pour que le scandale "Lava Jato" soit oublié et que les anciennes pratiques de trafic d'influence et d'impunité soient ré-instituées.

On assiste donc à une lutte entre "l'ancien et le nouveau" Brésil. Le défi du gouvernement actuel est de s'assurer que le "Renouveau" soit durable.

La privatisation de plusieurs sociétés d'État devrait réduire les risques de corruption et de détournement de fonds publics.

La Communauté Européenne devrait, de l'avis de l'Ambassadeur Serra accorder une plus grande importance à l'Accord UE-Mercosur en raison de l'apport économique des 4 pays du Mercosur en Amérique latine et aussi en raison de l'intérêt que représente le Brésil pour plusieurs puissances étrangères dont la Chine. Les récentes réformes entreprises, l'ouverture du marché brésilien vers l'extérieur et le climat de plus en plus favorable pour les investissements étrangers devraient être vus comme une opportunité pour les membres de l'UE plutôt qu'une menace.

Par ailleurs, de l'avis d'un des intervenants, cet Accord est déjà dépassé et a peu de chances d'être ratifié par tous les états membres de l'UE et du Mercosur.

Sur l'Accord de Paris, l'Ambassadeur Serra a indiqué que le Brésil, à la différence de la plupart des pays du G-20, est en mesure de rencontrer ses objectifs de réduction de CO₂. Selon lui, le Brésil se maintiendra dans l'Accord.

En conclusion, les réformes engagées par la nouvelle Administration Bolsonaro au cours des derniers mois laissent envisager un futur prometteur pour le Brésil. De nombreux défis demeurent mais la volonté politique de changement, si elle se maintient, permet d'être optimiste.

France-Amériques
11 décembre 2019